

ECLPN_169

Têtes support pour appareils photo
-
Spécifications administratives et techniques**Sommaire**

Article 1: Objet du marché public.....	1
Article 2: Cadre juridique.....	1
Article 3: Décomposition et forme de l'accord-cadre.....	2
Article 4: Durée et étendue.....	2
Article 5: Documents contractuels.....	2
Article 6: Conditions générales d'exécution.....	3
Article 7: Prix.....	4
Article 8: Commandes.....	5
Article 9: Livraison.....	5
Article 10: Pénalités pour retard.....	6
Article 11: Règlement financier.....	7
Article 12: Clause de réexamen.....	8
Article 13: Litiges.....	8
Article 14: Résiliation.....	9
Article 15: Dérogation aux documents généraux.....	9
Article 16: Description des produits.....	10

Clauses administratives**Article 1: Objet du marché public**

Le présent marché a pour objet l'achat, par l'ECLPN, de têtes support pour appareils photo destinées à être aménagées dans les véhicules des forces de sécurité intérieure équipés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN).

Le présent marché fait suite à la procédure ECLPN 2304 « Consommables divers nécessaires pour l'aménagement de véhicules (10 lots) », avis n°24-113223 au BOAMP et n°603718-2024 au JOUE publiés le 08/10/2024, dont le lot 8 « têtes support appareils photo » a été déclaré sans suite pour cause d'infructuosité le 20 janvier 2025.

GM Principal : 34.03.01 - Pieces detachees et accessoires vehicules terrestres
Code CPV : 38650000 - Matériel de photographie

Article 2: Cadre juridique

L'accord-cadre est passé suivant la procédure du marché à procédure adaptée, en application de l'article R.2131-1 du Code de la commande publique.

Il répond également aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) du 30 mars 2021.

Article 3: Décomposition et forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre se compose d'un lot unique. En effet, conformément à l'article L. 2113-11 al. 2 du Code de la commande publique : « la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ».

Il s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R. 2162-2, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Article 4: Durée et étendue

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 89 900 € HT.

Article 5: Documents contractuels

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et l'annexe prix et délais ;
- les présentes spécifications administratives et techniques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font seuls foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Lors de la notification de l'accord-cadre effectuée via la plateforme dématérialisée PLACE, le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière et délais de livraison ainsi

que des présentes spécifications administratives et techniques applicables pour l'exécution du marché.

Article 6: Conditions générales d'exécution

6.1: Échanges et correspondances

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution de l'accord-cadre sont rédigés exclusivement en français ou, à défaut, sont accompagnés d'une traduction en français.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

6.2: Normes et réglementations

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Les prestations proposées doivent être conformes à toutes les évolutions des normes en vigueur qui interviendront durant l'exécution du présent marché. Le titulaire a également un devoir de conseil et être force de proposition en cas d'évolutions ou de changements, notamment réglementaires, durant l'exécution du marché public.

6.3: Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Il doit être en mesure de les justifier dès l'attribution de l'accord-cadre et à tout moment durant son exécution.

6.4: Obligation du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat dans la fourniture des prestations, objets du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du présent cahier des charges et dans le respect des normes de sécurité sanitaires et environnementales en vigueur. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

6.5: Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant doit se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance est disponible à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire. Cette déclaration doit comporter l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

6.6: Clauses environnementales

L'accord-cadre est soumis aux dispositions de la loi « AGECE » n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du marché, notamment :

- en traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- en proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;
- en proposant de préférence des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement ;
- en proposant de limiter au maximum le suremballage et d'utiliser dès que possible des emballages réutilisables et écoresponsables.

Tous les livrables demandés au format papier devront être sur papier recyclé ou éco-labellisé (exemple : labels FSC, PEFC, EU Ecolabel, NF environnement, ou équivalent). De préférence le titulaire est certifié ISO 14001.

Le titulaire doit de préférence proposer un mode de livraison avec des véhicules propres Crit'Air (certificat de qualité de l'air) :

- pour les véhicules utilitaires légers : inférieurs à 3 ;
- pour les poids lourds : inférieurs à 3.

Article 7: Prix

7.1: Forme des prix

Les prix unitaires par référence et quantité commandées sont fixés dans l'annexe financière et délais de livraison.

7.2: Contenu des prix

Les prix proposés comprennent les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, de douane, de déchargement, de garantie, plus largement tous les frais correspondants aux obligations contractuelles du titulaire.

7.3: Prix de règlement

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

7.4: Révision de prix

7.4.1: Établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de dépôt de l'offre.

7.4.2: Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse, tous les ans, à compter de la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, par application de la formule « *Prix unitaire x Cn* » où Cn équivaut à :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice } (n) / \text{Indice } (o))$$

dans laquelle :

- Indice (n) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date d'anniversaire de révision des prix (*Donnée révisée*) ;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres (*Donnée révisée*).

Indice utilisé	Identifiant INSEE
Indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 26.70 – Matériel optique et photographique	Identifiant 010765223

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE.

La demande de révision de prix est présentée par le titulaire de l'accord-cadre, au plus tard 30 jours avant la date d'anniversaire de notification, au pouvoir adjudicateur. Elle est accompagnée du détail de calcul issu des formules ci-dessus. À défaut, les prix initiaux sont maintenus pour une année supplémentaire.

7.5: Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

Article 8: Commandes

Toute commande fait l'objet d'un bon de commande écrit et numéroté, généré par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique.

Le titulaire confirme systématiquement au « service à contacter » mentionné sur le bon de commande, l'enregistrement de la commande.

Les références, objets de l'accord-cadre, sont celles listées à l'annexe financière et délais de livraison. Les commandes sont livrées franco de port.

Article 9: Livraison

9.1: Délais

Le délai de livraison est fixé en jours calendaires et est au maximum de 30 jours, indifféremment de la quantité commandée.

Ce délai comprend les délais de production et de préparation des commandes, le temps nécessaire de transport quel qu'en soit le mode.

Par dérogation de l'article 3.1.2 du CCAG de référence, les délais commencent à courir à compter de l'envoi du bon de commande choris au titulaire et non de la réception par ce dernier

9.2: Lieu de livraison

Les livraisons s'effectuent exclusivement à l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) à l'adresse suivante :

Établissement Central Logistique de la Police Nationale
1 rue Faraday
87000 LIMOGES
du lundi au vendredi de 8:00 à 11:30 et de 13:30 à 16:45

9.3: Remise des livraisons

Conformément à l'article 21.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison qui précise notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées, et quand il y a lieu leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des colis des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis porte de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

9.4: Prolongation des délais d'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG de référence, peut accorder une prolongation du délai de livraison.

Le titulaire adresse une demande de suspension de délai au représentant du pouvoir adjudicateur qui peut accepter de suspendre les délais aux périodes précitées. Seule l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur permet au titulaire de ne pas honorer ses délais contractuels.

Par ailleurs, le délai de livraison peut également être suspendu ou prolongé dans les conditions prévues à l'article 21.5 du CCAG de référence.

9.5: Garanties et service après vente

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les fournitures sont garanties au minimum 2 ans à compter de la date de leur admission.

Article 10: Pénalités pour retard

Conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

- P = le montant des pénalités ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

Article 11: Règlement financier

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

11.1: Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le directeur de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.2: Contenu des factures

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euro. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut,...), les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire ;
- la mention « service exécutant » MIOPTF1075 (M I zéro P T F mille soixante-quinze) ;
- l'adresse de facturation : 6A7 – Ministère de l'Intérieur – SG/DEPAFI/CPFI – Place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08 ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- les références de l'accord-cadre (n° d'engagement juridique CHORUS indiqué dans le bon de commande composé de 10 chiffres) débutant par 17... ;
- le numéro de commande débutant par 14... ;
- le numéro de dossier interne ;
- la quantité, la dénomination précise des prestations réalisées, les références et leur date de réalisation ;
- le montant hors TVA et TTC de chaque prestation réalisée ;
- le taux de TVA appliqué ;
- la domiciliation des paiements.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail de services Chorus Pro / facturation » : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm à l'attention du « Destinataire État – SIRET 11000201100044 ».

Si plusieurs livraisons sont réalisées pour une seule commande, le titulaire dépose sa facture après la livraison de l'ensemble des fournitures objet de la commande.

Le paiement s'effectue conformément aux articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du code la commande publique.

Article 12: Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG MI, une clause de réexamen sera appliquée en cas de circonstance que les parties ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et qui modifie de manière significative les conditions d'exécution du marché.

Les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, elles conviennent par avenant des modalités de prise en charge des surcoûts.

Article 13: Litiges

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

13.1: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou des litiges, qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent accord-cadre, relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.

13.2: Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »
du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

13.3: Procédure contentieuse

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent accord-cadre, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS Cedex 04
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00
courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 14: Résiliation


Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS. En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par le pouvoir adjudicateur à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 15: Dérogation aux documents généraux

Article du cahier des charges par lequel est introduite cette dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé
7.3	10.2.1
9	3.1.2
9.5	33

CLAUSES TECHNIQUES

Article 16: Description des produits

Languette	
VIS 1/4 POUR TETE ROTATIVE APPAREIL PHOTO	
ADAPTATEUR POUR VIS 1/4 POUR TÊTE ROTATIVE APPAREIL PHOTO	

(Les photos ci-dessus ont uniquement une portée indicative)